

Faits

Caractéristiques et évolution du système financier tchadien

Pages 3-4



Edito

«Quelles politiques d'inclusion financière pour une croissance économique forte et inclusive?»

Page 2

GROS PLAN

Développement financier source de croissance inclusive

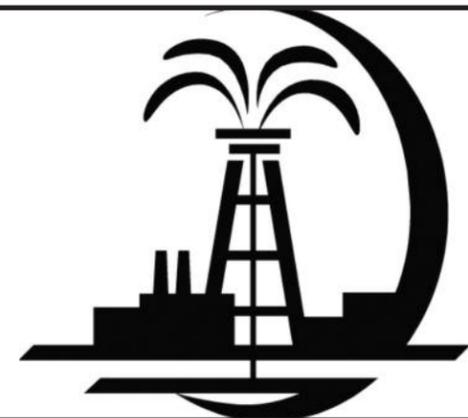
Page 5-6

Tchad Eco N°5 du 1^{er} Mai au 30 Juin 2015 : Système financier et soutenabilité de l'économie Tchadienne

TEHAD ECO

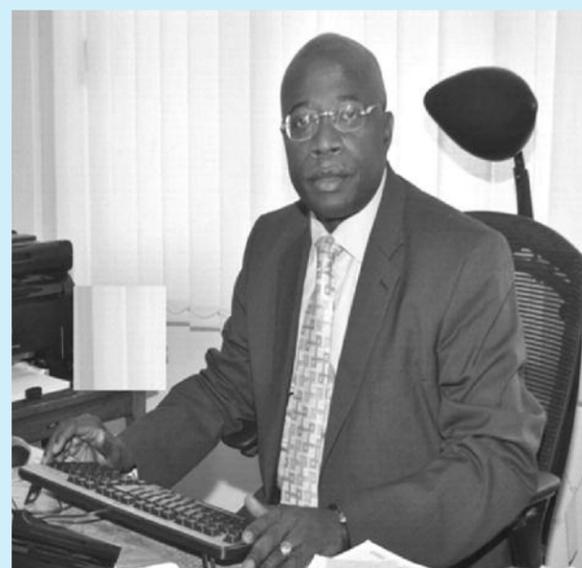
Des idées innovantes pour le développement

Le B i m e s t r i e l d u C R O S E T



INTERVIEW : Le Représentant Résident de la Banque Africaine de Développement au Tchad, le Professeur Michel-Cyr DJIENA-WEMBOU se prononce sur les stratégies de son institution en faveur du développement socioéconomique du Tchad.

Page 7-8



«Depuis le début de la coopération avec le Tchad en 1974, la Banque a investi près de 500 milliards de FCFA à travers 100 opérations d'investissement, d'appui institutionnel et des études dans les secteurs de l'Agriculture/Environnement (38%), des Transports, (25%), Social (Santé, Education et Protection sociale - 14%), Gouvernance/multi-secteur (14%), Eau/Assainissement (6%), Communications (3%) et Energie/Mines (1%).»

Flash Info: Un Projet de Loi de Finances rectificative (LFR) présenté le 09 Avril dernier en Conseil des Ministres.

Les systèmes monétaire et financier: Qu'en dit la théorie économique?



Opinions

Nafé DABA, cadre à la BEAC, aborde l'épineuse question de la «liquidité bancaire et du problème de financement de l'économie dans la CEMAC».

Lauréat d'un DEA en économie du prestigieux programme NPTCI de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) en 2009, Nafé DABA travaille à la BEAC depuis 2012. Affecté à la Direction de la recherche, ses travaux portent sur la mise en œuvre de la politique monétaire dans la zone CEMAC. Les opinions émises par l'auteur n'engagent en aucun cas son institution d'origine.

Page 8-9

Appels à contribution

Tchad Eco s'ouvre à des personnes ressources désireuses de proposer des articles pour le prochain numéro dont le thème central est «Quels sont les enjeux de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE sur la situation socioéconomique du Tchad?». Les contributions peuvent aussi bien porter sur le Tchad que sur d'autres pays en développement. Prière manifester vos intentions avant le 20 Mai 2015.

Citation du mois

«Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire. Car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin.» **Henry FORD**

Quelles politiques d'inclusion financière pour une croissance économique forte et inclusive?



Par Jareth BEAIN

« Quelles alternatives économiques au pétrole? » Ce thème, révélateur de la conjoncture économique et dont les réponses, si elles existent, s'inscrivent dans une stratégie de transformation structurelle de l'économie tchadienne, a fait l'objet d'une conférence débat le 08 Avril dernier à l'Institut Français Tchad et animée par le CROSET. En effet, la difficile conjoncture économique dictée par la morosité des marchés internationaux du pétrole, nous n'en parlerons jamais assez, impose un changement de paradigme. Oui, les faits sont têtus et les grognes sociales et la loi de finances rectificative qui en découlent sont à juste titre illustratives. En pareilles circonstances, l'optimisme d'une reprise rapide des

cours internationaux du pétrole ou l'éventualité d'une compensation par la production pourraient apparaître comme un scénario tenable. Or, c'est une solution de court-terme, instable et peu viable. L'inclusion financière, facteur déterminant de la réduction de l'extrême pauvreté et d'un développement inclusif et durable, apparaît comme une alternative sérieuse nécessitant une attention particulière (Banque mondiale, 2014).

Le système financier, ensemble des institutions (banques et marchés financiers) permettant de réaliser la rencontre entre les agents économiques, offre l'opportunité d'une croissance économique dynamique, forte et inclusive à travers la fourniture des services monétaires et financiers. La monnaie, au-delà des débats sur sa neutralité et sa quantité optimale dans l'économie, réduit les coûts de transactions et de l'information et augmente de ce fait le volume des investissements, par ailleurs moteur d'une croissance forte. Les services financiers accroissent l'efficacité économique à travers la sélection et le financement des projets rentables et innovants. Enfin, les services d'assurance améliorent la gestion des risques. Nonobstant les avantages avérés du développement financier, l'inclusion financière se situe à un niveau très bas au Tchad. En effet, seulement 5% de la population tchadienne disposent d'un compte bancaire dans une institution financière formelle contre 7% dans la CEMAC, 24% en Afrique au Sud du Sahara et 51% dans le monde. Dès lors, il se pose légitimement la question des facteurs explicatifs du sous-financement de l'économie et de la faible inclusion financière. Dans le milieu des

financiers et des chercheurs, on s'accorde sur le fait que cela résulte aussi bien d'une faible offre qu'une demande insuffisante de produits financiers formels. Des anecdotes telles que « la banque ne va pas pleurer ma mort ou elle ne va pas organiser mon mariage » illustrent la primauté des considérations sociologiques sur la logique économique qui sous-entend l'inclusion financière. Du côté de l'offre, le système financier semble se développer culturellement, socialement et économiquement en marge de la société tchadienne. L'Etat, les institutions financières, les opérateurs de téléphonie mobile et la BEAC sont interpellés sur la nécessité d'assurer un climat des affaires favorable à l'investissement à travers les réformes dans les domaines cadastral et foncier et de développer des instruments financiers adaptés à la situation des potentiels clients. Du côté de la demande, la difficulté d'accès au crédit bancaire est dû non seulement à l'absence du collatéral mais aussi au taux d'intérêt généralement très élevé au Tchad (8 à 16% selon la tête du client). Le faible niveau d'éducation, l'inadéquation du contenu de la formation par rapport aux besoins de l'économie et la pauvreté constituent des obstacles à l'inclusion financière.

La structure de l'économie tchadienne suggère qu'un accent particulier soit mis sur l'inclusion financière de la population rurale, des femmes et des jeunes diplômés. Bien que l'Etat ait pu consentir d'efforts en faveur de l'inclusion financière des populations rurales et des jeunes ces dernières années via des programmes de microcrédit, à qui confier la tutelle de la gestion de ces fonds publics reste une question ouverte.

Il convient de noter que le faible financement de l'économie résulte du mauvais climat des affaires dont le pays en souffre. Par exemple, l'enquête sur la compétitivité mondiale des entreprises de World Forum Economic (WFE) 2014-2015 classe le Tchad 140ème sur 142 pays. Quant au classement « Doing business 2014 » de la Banque Mondiale, notre pays occupe le dernier rang sur 189 pays dans le monde.

Afin de contribuer à l'amélioration du financement de l'entrepreneuriat au Tchad par le système financier, ce cinquième numéro de Tchad Eco se propose de faire une analyse approfondie des problèmes qui minent la bonne marche du système financier. Car le Tchad ne peut atteindre l'émergence à l'horizon 2030 tant prônée par les plus hautes autorités avec un secteur bancaire qui accorde peu d'importance au financement du secteur privé. Nous espérons que les analyses et suggestions relevées dans ce numéro pourraient améliorer le système monétaire et financier afin de l'adapter au financement des entreprises pour contribuer au développement socioéconomique du Tchad qui serait sans doute bénéfique pour tous.

Le faible niveau d'éducation, l'inadéquation du contenu de la formation par rapport aux besoins de l'économie et la pauvreté constituent des obstacles à l'inclusion financière.

Flash Info

Projet de Loi de Finances rectificative (LFR).

Au moment où nous mettons sous presse, un projet de Loi de Finances Rectificative (LFR) a été présenté en Conseil des Ministres le 09 Avril dernier. La LFR prévoit une contraction des recettes ordinaires qui sont passées de 1320 milliards de FCFA (LFI 2015) pour s'établir à 1093 milliards correspondant à une baisse de 17,2%. Cette baisse des recettes résulte incontestablement de la baisse des cours du pétrole.

Les dépenses de l'Etat ont été revues clairement à la baisse (-190 Milliards de FCFA) soit une baisse de 11,2% par rapport à la LFI.

Conséquence de cette situation, le déficit public s'est accru considérablement passant de 177 milliards à 412 milliards soit une hausse de 133%. L'engagement militaire du pays au Nigéria risque de creuser davantage ce déficit. L'Etat compte recourir au marché boursier de la CEMAC, aux appuis budgétaires et au rééchelonnement de la dette dans la perspective de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE afin de financer ce déficit.

En bref, les perspectives budgétaires pour l'année 2015 sont moroses. Les grognes sociales observées ce dernier temps, notamment l'entrée en grève des fonctionnaires du ministère de l'éducation sont un signe prémonitoire de la période de vaches maigres.

Guy Dabi GAB-LEYBA

CLIN D'OEIL

Ça y est, c'est fait!

Au moment où nous mettons sous presse, les rumeurs relatives à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE) par le Tchad qui enflammaient les réseaux sociaux ces derniers jours viennent d'être confirmées par le gouvernement tchadien ce mercredi 29 avril. Oui, le Tchad vient d'atteindre le point d'achèvement de l'IPTE. Une bonne nouvelle que le pays attend depuis 2001, date à laquelle il a atteint le point de décision. Le pays ne peut espérer plus du moment où la morosité des marchés internationaux du pétrole se conjuguent avec grognes sociales et collectifs budgétaires.

L'IPTE est un dispositif qui est mis en place conjointement par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1996. Elle consiste à alléger le poids de la dette des pays les plus pauvres du monde à travers l'effacement de l'ardoise du pays vis à vis de ses créanciers multilatéraux (FMI, IDA, Banque africaine de développement, ...). Pour bénéficier de ce programme, le pays éligible est amené à mettre en œuvre des réformes et de saines politiques économiques permettant d'assurer une certaine discipline budgétaire et de formuler un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Les enjeux en termes de ressources financières additionnelles sont non négligeables pour le pays. Il pourra bénéficier d'une annulation de dette pouvant dépasser 850 millions de dollars (513 milliards de FCFA soit 11% du PIB hors pétrole de 2013), une diminution du service de la dette d'au moins 40 millions de dollars par an sur les 20 prochaines années. D'ores et déjà le FMI vient d'approuver lundi 27 avril, le déboursement d'une nouvelle tranche de prêt de 27,7 millions de dollars au Tchad, au motif des progrès accomplis dans le domaine des réformes structurelles. D'après la BAD, l'atteinte de cet objectif occasionnera au total un allègement de la dette du pays d'environ 1,2 milliard de dollars américains.

A court terme, ces mesures relâcheront les contraintes budgétaires de l'Etat et permettront de relancer l'économie tant affectée par les cours du pétrole. A long terme, elles libéreront des ressources additionnelles pour le financement du développement. Toutefois, le FMI exhorte le Tchad, dans un communiqué, à "mener une politique prudente sur le plan des finances publiques et de l'emprunt."

Le Tchadien qui en sera très heureux, est sans nul doute le Ministre des finances et du budget du Tchad qui est en lice pour la présidence de la BAD. L'atteinte du point d'achèvement de l'IPTE est un coup de maître de sa part.

Tchad Eco N°6 reviendra largement sur la question en termes de ses enjeux et effets socioéconomiques.

Aristide MABALI

Systeme financier: Qu'en dit la theorie economique?

LES SYSTEMES MONETAIRE ET FINANCIER

Les difficultés liées au troc ont depuis l'antiquité incité à la désignation d'un actif qui puisse remplir les rôles d'intermédiaire des échanges et d'unité de compte. Si la nécessité de la création de la monnaie est admise par tous, la question liée à sa quantité optimale a divisé les économistes pendant près de deux siècles. Alors que les uns considèrent que la quantité de la monnaie n'a aucun effet sur l'activité économique, les autres partisans de l'interventionnisme étatique soutiennent le contraire. Empiriquement son abondance est associée à l'inflation, alors que sa rareté est souvent synonyme de récession. Quelle quantité de monnaie faut-il alors pour la bonne marche de l'économie? Les tentatives de réponses à cette question nous imposent une revue partielle de la littérature sur le sujet et une radioscopie des principales structures monétaire et financière en vogue dans le monde.

THEORIES ET POLITIQUES MONETAIRES

Dans le souci de financer les activités économiques, les Etats se sont inspirés des théories monétaires les plus marquantes dans l'histoire de la pensée économique. Parmi ces théories, on peut retenir celle de John Maynard Keynes et sa politique de relance économique, Hayek et la monnaie libre ou Milton Friedman et l'offre fixe de la monnaie. Ces trois théories ont été des révolutions chacune à son époque et continuent d'inspirer les politiques monétaires à travers le monde.

Keynes dans sa «théorie générale de l'intérêt de l'emploi et de la monnaie» (1936) réfute les idées des classiques et des néo-classiques. Aux deux rôles (intermédiaire des échanges et unité de compte), il y ajoutera celui de réserve de valeur. Selon Keynes, lorsque le taux d'intérêt varie les agents économiques agissent selon les coûts d'opportunités que la détention d'encaisse en liquide peut procurer. L'analyse keynésienne se base alors sur ce postulat pour élaborer la politique monétaire. Ce procédé consiste en cas de récession à améliorer l'activité économique en ramenant les taux d'intérêt à un niveau plus bas. Les placements financiers sont moins rentables et l'emprunt pour les besoins d'investissement augmentent. La relance économique est possible par une politique monétaire expansionniste.

Pour Hayek comme pour tous les tenants de l'école Autrichienne, la politique monétaire expansionniste peut être salutaire dans le court terme mais à long terme elle est désastreuse. L'argument principal développé par cette école est que la propagation monétaire creuse les inégalités et réduit la valeur patrimoniale détenue sous la forme d'épargne. Pour éliminer le rôle nocif de la politique monétaire expansionniste, les théoriciens de l'école au-

trichienne proposent plusieurs solutions: taux de change flottants, régime de l'étalon-or, limitation des crédits consentis par les banques au montant de leurs actifs et système de la banque libre. Cette dernière proposition s'appuie sur le fait que dans un marché financier concurrentiel, les banques libres de leurs décisions mais supportant pleinement les conséquences de leurs actions sans possibilité de recours à une banque centrale, seraient obligées de maintenir un taux de réserve relativement élevé qui les garantirait contre le risque de défaut de paiement. Les critiques adressées à ce courant de pensée trouvent irréaliste la non intervention de l'Etat au moment d'une récession économique. En fait, cette attitude qui consiste à laisser l'économie elle-même revenir à son point initial quelque soient les conséquences s'apparente à une hypothèse de laboratoire et non à une action publique tant les conséquences politiques peuvent être lourdes.

Friedman semble concilier les deux positions avancées précédemment. Pour ne pas que l'offre de monnaie centrale nécessaire au bon fonctionnement de l'économie ne vienne à manquer (Hayek) ni à être excessive (Keynes), il préconise l'abandon des politiques monétaires discrétionnaires via l'administration des taux d'intérêts pour mettre en place des règles fixes. Il suggère d'inscrire comme règle de politique monétaire un taux de croissance fixe pour la masse monétaire correspondant au taux de croissance moyen de la production à long terme (par exemple 5%), les taux d'intérêt étant fixés par la loi de l'offre et de la demande. Si la croissance économique ralentit, l'offre de monnaie sera excédentaire et les taux d'intérêt diminueront, permettant une reprise de la croissance. Si la croissance accélère au-delà du rythme prévu (surchauffe), l'offre de monnaie sera insuffisante et les taux d'intérêt augmenteront, ce qui freinera la croissance. L'argument développé par Friedman semble répondre aux failles des théories précédentes mais le problème est que les ajustements supposés annulent l'offre de monnaie excédentaire ou déficitaire ne sont possibles que dans un marché concurrentiel dont aucun pays ne peut réunir les préalables.

LA FINANCE DIRECTE OU INDIRECTE

De nos jours conjointement avec la Banque mondiale, le FMI tente de réguler le système monétaire international en surveillant la politique de change et en soutenant les pays qui connaissent des difficultés financières. Cette surveillance assortie des contraintes aboutit à la formation de deux systèmes monétaires dans le monde: les économies d'endettements et les économies de marchés des capitaux.

D'inspiration keynésienne, les économies dites d'endettement regroupent les pays en développement dont le financement de l'ac-

tivité économique s'appuie sur le crédit bancaire. Dans ce système, les entreprises se financent en s'endettant auprès des banques commerciales, lesquelles octroient des crédits en s'endettant auprès de la Banque Centrale. Celle-ci est tenue de respecter les règles définies par la politique monétaire nationale ou communautaire. Ces règles concernent les taux de financement bancaire et l'encadrement du crédit. Ainsi, le secteur bancaire demeure un instrument des politiques publiques. L'excès des normes financières et administratives réduit l'autonomie et la concurrence entre les banques c'est ce qui explique la segmentation du marché financier en marché financier formel, la micro finance et le marché financier informel plus connu sous le nom de tontine. Le faible niveau de l'épargne et donc du développement des marchés financiers contraint les banques commerciales à utiliser le système de réserves fractionnaires pour financer les activités. Ce financement de l'économie basé sur la création monétaire a pour conséquence que la croissance économique dans ces pays est toujours suivie d'un niveau élevé d'inflation. Dans les économies où le secteur privé est faiblement développé l'inflation entretient la baisse des pouvoirs d'achat et augmente la pauvreté.

Le système des économies dites de marché des capitaux a été inspiré par Hayek et instauré au début des années 1970. C'est un système qui regroupe les pays riches qui ont adopté des taux de change flexible. La déréglementation, le décloisonnement et la désintermédiation des marchés financiers a créé un marché monétaire et financier élargi à l'ensemble des pays concernés par le mouvement de libéralisation financière. Cette ouverture à la sphère internationale avait pour objectif de mobiliser les capitaux pour le financement des activités économiques. Cet objectif ne semble pas tout à fait atteint parce que cette ouverture a aussi permis la création des instruments financiers dont la rentabilité est parfois supérieure au profit d'entreprise. Désormais la décision d'investir dans la production des biens et services dépend également des opportunités de l'heure du marché financier. Seuls les secteurs d'activité à forte rentabilité (industrie allemande) connaissent une croissance. C'est ce qui explique un peu le chômage, l'endettement croissant des Etats et la récession dans bien des pays ouverts à la libéralisation financière.

Comme la finance directe, la finance indirecte est aussi source d'inflation qui entretient la pauvreté et les inégalités. Le système qui consacrerait les capitaux au financement des activités économiques avec une inflation aux conséquences nulles n'a pas encore vu le jour

Beguy DJIMOUNOUM

LES FAITS

Caractéristiques et évolution du système financier tchadien

La promotion d'une croissance inclusive tant prônée dans les stratégies de développement passe par la diversification de l'économie. L'un des éléments clés de cette diversification est le développement du secteur financier qui doit jouer son rôle d'intermédiation financière. Malheureusement, au Tchad comme dans la plu-

part d'autres pays africains, le développement du secteur se heurte à de nombreux obstacles qui freinent son expansion.

UN SECTEUR BANCAIRE EN FORTE CROISSANCE

Dans le contexte du boom pétrolier, le pays a vu croître la taille et le nombre d'acteurs du système bancaire. Il a ainsi triplé de volume entre 2005 et 2011 et regorge encore d'opportunités susceptibles d'attirer de nouveaux établissements. En effet, le taux de bancarisation, estimé à 5%, laisse entrevoir une marge de progression immense.

Le marché bancaire est animé principalement par huit banques auxquelles il faut ajouter quelques institutions financières non bancaires. Trois banques (Ecobank, Orabank et Société Générale) dominent le secteur, avec plus de la moitié des parts de marché en termes de dépôts. Bien qu'arrivé récemment sur le marché (2006), Ecobank qui a racheté les actifs de l'ex BIAT (Banque Internationale pour l'Afrique au Tchad) arrive en tête avec 26% soit plus de ¼ des quelques 550 milliards de F CFA de dépôts recueillis fin 2012. Les autres banques sont respectivement Orabank Tchad (19 % des dépôts), Société Générale Tchad (17%) et Commercial

Bank Tchad (16 %). UBA (United Bank of Africa) quant à elle bien qu'arrivé au Tchad en 2009 détiendrait 6% des dépôts.

Le volume des dépôts a considérablement augmenté passant de 129 milliards de FCFA en 2005 pour s'établir à plus de 623 milliards en 2013 correspondant à une croissance de l'ordre de 382,5%. Cependant, la plupart des dépôts sont à vue (84%) contre seulement 16% des dépôts à terme.

Les crédits accordés par le système bancaire ont eux aussi connu une croissance importante ces dernières années. Ils sont essentiellement constitués des crédits accordés au secteur privé qui sont passés de 88 milliards en 2005 pour s'établir à 435 milliards de FCFA en 2013. Les crédits accordés au gou-

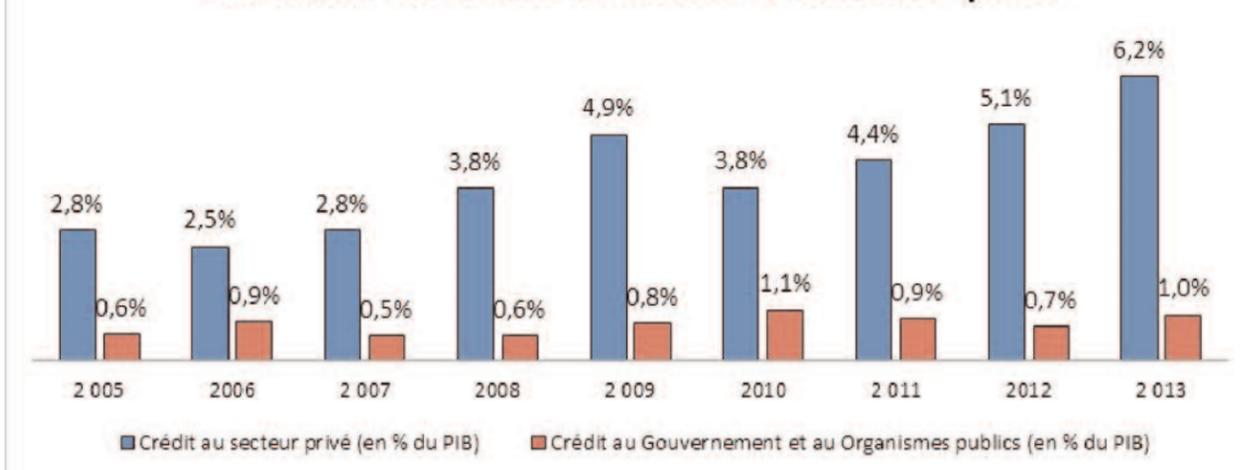
vernement et aux organismes publics qui représentaient près de 14% du total du crédit se sont aussi accrus passant de 18 milliards en 2005 à 70 milliards en 2013.

BIEN QU'EN FORTE CROISSANCE, PLUSIEURS OBSTACLES FREINENT SON

ÉLAN

En dépit d'une croissance éloquent depuis le début des années 2000, le secteur doit trouver des relais de croissance. En effet, en dehors des ONG, la clientèle des banques tchadiennes se limite à l'Etat et les grandes entreprises (une

Evolution du crédit à l'Etat et au secteur privé



bonne dizaine de multinationales). Ces chiffres traduisent une dure réalité: les PME/PMI et les particuliers au Tchad ne sont pas pour la plupart bancarisés.

En ce qui concerne les particuliers, bien que la volonté de l'Etat de doter l'ensemble des fonctionnaires d'un compte bancaire se poursuive, le faible niveau des salaires de ces derniers ne leur permet pas forcément de constituer une épargne. En effet, lorsque les virements sont effectués, les fonctionnaires les retirent souvent tout en une seule fois. En plus de cela, l'incapacité de fournir des garanties empêchent l'octroi des prêts aux particuliers et PME/PMI.

En outre, des obstacles structurels freinent ce développement. La plupart des banques n'ont des agences que dans les principales villes du pays. De ce fait, le pays ne compte qu'une quarantaine d'agences correspondant à un ratio de plus de 250 mille habitants par agence contre 74 mille en zone CEMAC. Les problèmes de sécurité et la taille du pays expliquent aussi la frilosité des banques en dehors des grandes villes.

MAIS TRÈS LIMITÉ PAR RAPPORT À LA ZONE CEMAC ET À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les indicateurs de développement financier corroborent cet état de fait. Le FMI montre que

les indicateurs d'intermédiation financière continuent certes de s'améliorer mais ils restent nettement inférieurs à ceux des autres pays de la CEMAC (Rapport article IV 2014). Ainsi, on constate un taux d'accès faible aux services financiers avec moins de 22 déposants pour 1.000 adultes (contre 128 pour l'Afrique subsaharienne (ASS)), moins de 3 emprunteurs pour 1.000 adultes (contre 21 pour l'ASS) et moins d'une agence de banque commerciale pour 100.000 adultes (contre 3,7 pour l'ASS).

ETAT: UN CLIENT MAJEUR AVEC LE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS EN ZONE CEMAC

Après la fin des dispositifs d'avance statutaires dans la zone CEMAC et ce sur la recommandation du FMI, l'Etat tchadien a eu recours de

Le secteur Bancaire tchadien en chiffres

- **8 banques disposant d'un actif total de 850 milliards de FCFA en 2013 soit 13% du PIB.**
- **435 Milliards de FCFA de crédit aux entreprises en 2013 (+393% par rapport à 2005).**
- **70 Milliards de FCFA de crédit à l'Etat et aux organismes publics en 2013 (+297% par rapport à 2005).**
- **433 Milliards de Dépôts à vue dont 69 milliards de dépôt à terme en 2013 (soit 84%).**
- **Hausse de 382,5% de dépôts entre 2005 et 2013.**

plus en plus au marché financier en émettant des titres publics. Cela a entraîné le développement du marché boursier qui est un dispositif innovant permettant à l'Etat de financer son déficit ainsi que ses besoins de trésorerie courante.

Pour le Tchad, cela s'est traduit essentiellement par l'émission des bons du trésor à maturité va-

riable détenus par quelques banques nationales. Sur la période 2006-2013 par exemple, les titres publics détenus par les institutions bancaires nationales se sont élevés à plus de 76 milliards de FCFA, ce qui est bien inférieur aux crédits directs accordés directement à l'Etat.

Emergence de nouveaux services tels que la microfinance et le Mobil Banking.

Compte tenu de l'étroitesse du réseau bancaire classique, de nouveaux opérateurs ont vu le jour et continuent leur expansion. Ces opérateurs investissent les nouveaux créneaux délaissés par les banques traditionnelles comme les prêts aux particuliers ou le Mobil Banking. Les institutions de microfinance en particulier constituent une source vitale de financement pour les PME/PMI et les emprunteurs ruraux. Au Tchad, elles ne représentent toujours qu'une très faible partie du système financier (par exemple, moins de 3 % du crédit total à l'économie en 2012). Sur la période 2005-2007, le nombre de clients des institutions de microfinance serait passé de 122 mille à 137 mille tandis que celui du nombre d'agences sur l'étendue du pays se situerait au-

tour de 200 établissements (Rapport Stratégie nationale de la microfinance 2009-2013). Le secteur bien qu'en croissance rapide fait face à des difficultés qui entravent son expansion. La stratégie nationale de développement du secteur adoptée en janvier 2009 a mis en exergue de nombreuses faiblesses du secteur. Il s'agit principalement d'une absence de concertation et de coordination des initiatives en faveur du développement du secteur qui tend à entraîner une mauvaise allocation des ressources ainsi qu'une régulation insuffisante du secteur. Dans une de ses recommandations, le FMI a insisté sur la nécessité de la mise en place d'infrastructures matérielles et immatérielles (institutions liées à la justice et à l'information) dans le but d'accroître la portée et

l'efficacité des institutions de microfinance. Depuis 2012, on assiste à l'expansion du Mobil Banking impulsé par les deux principaux opérateurs de la téléphonie mobile du pays (Tigo et Airtel) associés à Ecobank. Bien que le principe de la monnaie virtuelle ne soit pas encore entré dans les mœurs, la fonction de transfert d'argent a déjà décollé. Ainsi, en début 2013, on recensait 113 000 utilisateurs du service dont 63 000 chez Airtel et 50 000 chez Tigo. Le succès de ce nouvel outil financier s'explique par la faiblesse du réseau de transfert d'argent qui est souvent peu fiable et trop éloigné des contrées reculées. A l'inverse, la couverture du réseau GSM utilisé par les opérateurs de téléphonie est de très bonne qualité et connaît une croissance exponentielle. En plus de cela, le réseau

mobile offre énormément de facilités dans un pays largement rural. Nul ne doute que cet outil connaîtra une grande expansion permettant de lutter contre l'exclusion financière. En effet, plusieurs caractéristiques de l'outil plaident en sa faveur. Un coût de transaction faible et accessible aux personnes qui exercent dans le secteur informel et en milieu rural. Déjà la stratégie marketing des opérateurs cible par exemple les femmes vendeuses, les petits commerçants et les clandomen (moto-taxi).

Guy Dabi GAB-LEYBA

Malheureusement il ne s'agit pas d'une crise bancaire, plutôt le quotidien des clients des banques au Tchad, ...



Arrêt sur l'image

Développement financier source de croissance inclusive

Le lien entre taux de croissance à long terme de l'économie et développement du secteur financier a été mis en évidence depuis Schumpeter (1911) puis plus récemment par King et Levine (1993). D'après la Banque mondiale (2014), l'inclusion financière joue un rôle déterminant dans la réduction de l'extrême pauvreté, la stimulation de la prospérité partagée et le soutien d'un développement inclusif et durable.

FAIBLE INCLUSION FINANCIÈRE AU TCHAD

Malgré l'importance avérée du développement financier, la majeure partie de la population tchadienne est exclue du système financier. L'inclusion financière est mesurée par la proportion des individus et des entreprises qui utilisent des services financiers (crédit, épargne,

paiements, assurance). Une faible inclusion financière peut provenir aussi bien d'une offre insuffisante qu'une faible demande. Elle suggère donc l'existence des barrières qui affectent l'offre et la demande des produits financiers. Toute initiative volontariste qui veut renverser la tendance doit se baser sur la compréhension de ces obstacles, c'est pourquoi nous présentons d'abord un aperçu succinct de l'inclusion financière au Tchad à travers un certain nom-

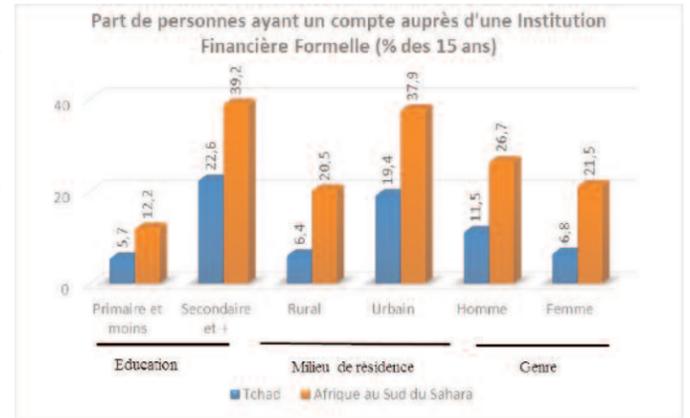
bre d'indicateurs disponibles. Demircuc-Kunt et Klapper ont réalisé une enquête sur l'inclusion financière dans 148 pays au monde en 2011. Cette enquête a permis d'établir un ensemble d'indicateurs relatifs aux comportements d'épargne, de crédit, des paiements et de gestion des risques. Selon ces indicateurs, l'inclusion financière au Tchad reste à l'état embryonnaire.

A peine deux tchadiens adultes sur sept ont accès à un produit financier formel. Il faut rappeler que ces statistiques incluent toutes les institutions financières formelles (banque, institution de microfinance et coopératives). Cette faible inclusion financière n'est pas sans conséquences sur l'état de la pauvreté. Sans un système financier inclusif, les pauvres doivent compter sur leurs propres épargnes limitées pour investir dans leur éducation. Ils seront obligés d'autofinancer leur investissement, ce qui réduit sans nul doute le volume des investissements. De ce fait, ils sont évincés des opportunités prometteuses d'investissements. Cela peut contribuer à l'inégalité des revenus, à une faible croissance économique, une croissance non inclusive et à terme à perpétuer la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

INCLUSION FINANCIÈRE AU TCHAD

Les moins éduqués, les ruraux et les femmes constituent la tranche de la population tchadienne la plus exclue du système financier formel. Une personne adulte sur 17 ayant un niveau primaire ou moins a accès au système financier formel contre environ une personne sur 5 parmi la population ayant un niveau secondaire et plus. Cette proportion est deux fois moins élevée qu'en ASS. Comparée à l'ASS, la part de la population rurale tchadienne ayant accès aux produits financiers formels est trois fois moins élevée. L'exclusion de la population rurale du système financier formel s'explique par le déficit infrastructurel entre ces zones (électricité, route, technologie de l'information). Il va donc de soi que la réduction de ce déficit est une piste sérieuse pour inclure la population rurale dans le système financier formel.

La lutte contre la pauvreté passe par l'inclusion financière de la population rurale et ce pour deux raisons. La pauvreté est un phénomène rural au Tchad (ECOSIT 3). Aussi, inclure cette population dans le système financier accroîtrait sans nul doute le potentiel de croissance du Tchad car les activités agricoles et informelles y sont dominantes. L'exclusion des femmes du système financier est dommageable pour l'économie si on se réfère à la citation de Nicolas Stern, «un revenu détenu par les femmes a quatre fois plus d'impact sur l'état de nutrition des enfants que le même revenu dépensé par les pères.» En effet, l'autonomisation des femmes via leur



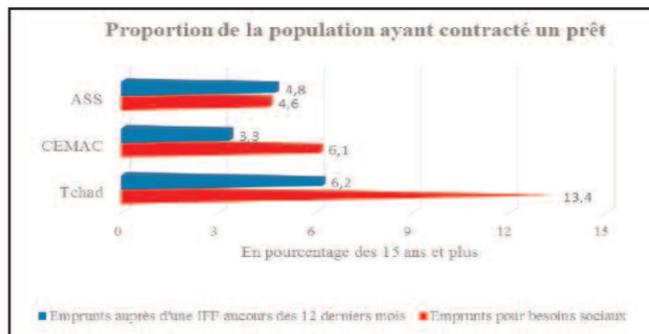
Source : Demircuc-Kunt et Klapper (2012)

Le pouvoir de décision dans les dépenses du ménage permet de maximiser le bien-être dudit ménage.

UNE INÉGALITÉ CRIARDE DANS L'IN-

PRÉDOMINANCE DES EMPRUNTS POUR SATISFAIRE DES BESOINS SOCIAUX

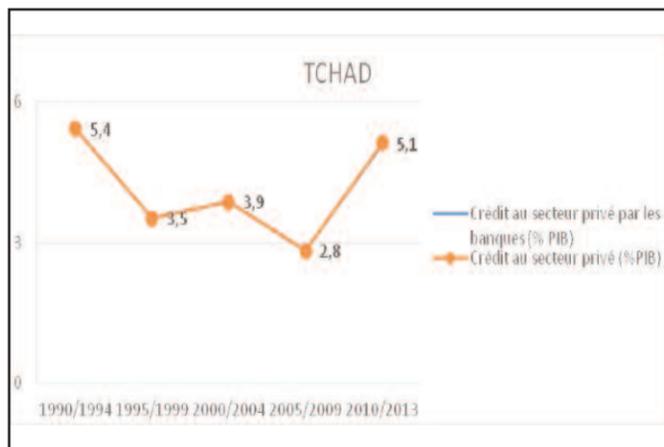
S'il existe un domaine dans lequel le Tchad s'illustre ce sont les emprunts pour satisfaire les besoins sociaux. En effet, la moyenne des tchadiens adultes ayant déclaré avoir contracté un prêt au cours des 12 mois derniers pour les besoins de mariage ou des funérailles dépasse la moyenne africaine et celle de la CEMAC. Cette singularité tchadienne nécessite une investigation approfondie pour comprendre ses facteurs explicatifs. En Afrique de l'Ouest, l'assurance funérailles a été largement développée. Le Tchad pourrait s'en inspirer pour renverser la tendance.



Source : Demircuc-Kunt et Klapper (2012)

FAIBLE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le financement de l'économie désigne la mobilisation des ressources (épargnes) par le système financier au profit du secteur privé. L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer le développement financier dans une économie est le ratio du crédit alloué au secteur privé sur le PIB. Nous constatons, sans surprise, que le Tchad est financièrement peu développé. En effet, le ratio du crédit alloué au secteur privé n'a jamais atteint 6% du PIB sur la période 1990 à 2013. Comparé à l'économie de la CEMAC, celle du Tchad est deux fois moins financée par le secteur financier. Un fait marquant de taille est la non participation des entreprises privées au marché financier. Cela s'observe par l'absence de différence entre la courbe de crédit alloué au secteur privé par les banques et celle de crédit alloué au secteur privé par le marché financier.



Source : World Development Indicators (Banque Mondiale)

FRILOSITÉ DES BANQUES DANS UN ENVIRONNEMENT POLITICO-INSTITUTIONNEL INCERTAIN

Le coût élevé du crédit et la faible rémunération de l'épargne sont perçus comme un facteur essentiel entravant le développement financier au Tchad. Le coût du crédit, mesuré par l'écart entre le taux sur les prêts (taux débiteur) et le taux sur les dépôts (taux créditeur), est en réalité le résultat de plusieurs contraintes. La faible concurrence des banques au Tchad est un facteur essentiel dans l'explication des coûts élevés des banques. Cette faible taille du réseau bancaire peut s'observer par des services de qualité médiocre. Profitant de cette si-

DE NOMBREUSES CONTRAINTES AU DÉVELOPPEMENT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE AU TCHAD

D'après Granata et al. (2013), le faible niveau d'inclusion financière en Afrique empêche le secteur financier de jouer pleinement son rôle en faveur de la croissance, de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités. Dans ce contexte, il est impératif de poser un diagnostic sans complaisance aux fins d'identifier les barrières au développement de l'inclusion financière. Ces barrières se trouvent autant du côté de l'offre que de la demande des produits financiers.

CLIN D'OEIL

Prêt bancaire, une solution contre les pressions sociales

Dans une étude auprès des coopératives de crédit chez les Bamilekés au Cameroun, Balan et al. (2013) constatent que 20% des prêts sont garantis par l'épargne dans la même institution. En même temps, le taux d'intérêt annuel sur les épargnes se situe entre 3,6 à 6% et celui sur les prêts varie entre 24 à 36%. Dans cette configuration, la rationalité économique voudrait que les emprunteurs s'autofinancent au lieu de contracter un crédit pour financer leurs projets. Les auteurs tentent d'investiguer les raisons pour lesquelles les Bamilekés préfèrent financer leurs projets par des prêts bancaires alors qu'ils pouvaient s'autofinancer. Ils réalisent une enquête auprès de quatre coopératives de crédit, correspondant à 1427 prêts. A priori, les auteurs pensaient que les gens se comportent de la sorte pour des raisons suivantes: (i) garder l'argent sur son compte pour avoir une ligne de crédit supplémentaire, (ii) développer un bon historique du crédit ou (iii) emprunter pour s'obliger à rembourser. Contre toute attente, les enquêtés affirment que le crédit est une stratégie d'excuse contre la pression sociale. Un membre de la famille qui sollicite une assistance peut facilement vous comprendre si vous lui dites que vos ressources proviennent d'un prêt. Enfin, nous ne pouvons nous empêcher de faire une digression relative à la loi sur la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires survenue en 2009 au Tchad. L'un des avantages de cette loi, le moins attendu d'ailleurs, est que les fonctionnaires trouvent une excuse parfaite aux sollicitations financières des parents en prétextant que le virement n'est pas encore passé. Cela a tellement inspiré un artiste tchadien Ngass David à composer une chanson au titre évocateur «le virement n'est pas encore passé, ...»

tuation, elles peuvent se permettre de pratiquer des taux exorbitants. Le taux d'intérêt sur les crédits de consommation aux fonctionnaires, pourtant gagés sur les salaires et donc sûrs, peuvent plafonner les 15%. Entretemps, le taux directeur pratiqué par la BEAC, censé affecter l'offre et le coût de crédit, se situe à moins de 5%. D'après Hugon (2007), le spread est de 13% dans la CEMAC contre 6% dans les autres pays en développement. A cela, il faut ajouter la

faible taille des banques qui leur empêche de profiter des économies d'échelle et engendre des frais généraux élevés.

Ainsi, les marges bénéficiaires réalisées par les banques sont-elles de plus en plus importantes. Le taux de profit des banques dans la CEMAC a été estimé entre 15 à 20% en 2006 et ce malgré le faible financement des projets risqués (Hugon, 2007). **Rien que les frais de gestion de compte et sur les opérations financières suffissent pour réaliser des taux de profit importants. Dans ce contexte, on pourrait aisément comprendre pourquoi les banques financent peu l'économie.**

La friilosité des banques trouve également ses causes dans la défaillance de l'environnement institutionnel avec un non-respect des contrats et une faible sanction de ce non-respect par l'appareil judiciaire. Nous sommes même tentés de paraphraser Hugon (1995), «le contexte africain n'est pas celui du risque probabilisable mais de l'incertitude radicale.» Les institutions d'enregistrement et d'exécution des garanties (registre foncier) ou celles en charge de délivrance des actes d'état civil sont moins fiables rendant difficile le recouvrement des collatéraux en cas de défaillances du client. La stabilité politique retrouvée est un facteur majeur pour impulser un nouvel élan dans le développement financier. L'instabilité macroéconomique caractérisée par la volatilité de la croissance du PIB n'est pas à encourager le développement financier. Le rang peu reluisant occupé par le Tchad dans le classement Doing business (dernier en 2014) traduit la réalité de cet environnement po-

litico-institutionnel faible.

LA FAIBLE DEMANDE DES PRODUITS FINANCIERS N'ENCOURAGE GUÈRE L'INCLUSION FINANCIÈRE AU TCHAD

La structure de l'économie tchadienne dominée par les activités agricoles et informelles est en déphasage avec le système financier traditionnel. Sous le même registre, le niveau élevé de pauvreté ne permet pas à la population de présenter des garanties conséquentes afin de consentir un prêt dans un environnement incertain. La faible culture bancaire de la population, corollaire du faible niveau d'éducation, est un facteur handicapant pour le développement financier. Ce qui suggère un travail d'éducation, de sensibilisation et de communication auprès de la population non bancarisée.

Un système éducatif moins orienté vers l'entrepreneuriat

LE SYSTÈME ÉDUCATIF TCHADIEN SEMBLE DESTINER SES PRODUITS À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

L'esprit d'entrepreneuriat doit être développé au cours du cursus scolaire afin d'offrir aux diplômés d'autres opportunités d'emplois que l'administration publique. Cela doit se faire à deux niveaux: en amont, il serait judicieux de revoir le contenu de la formation en l'orientant vers plus d'entrepreneuriat et en aval de mettre en place des dispositifs de promotion des initiatives privées en faveur des jeunes diplômés.

appel à la BEAC d'adapter ses textes et produits financiers aux contextes des économies qui la composent. Les chiffres font état de la faible efficacité de la politique monétaire dans la zone, du moins en ce qui concerne l'offre et le coût du crédit. Il n'est pas exclu de segmenter les économies en premier lieu enfin de tenir compte des hétérogénéités structurelles des économies membres.

Leçon 2: De la création d'un fonds en faveur des jeunes gérées par une institution financière spécialisée. De nombreux fonds en faveur des initiatives des jeunes existent au Tchad. Le plus récent est le Fonds National d'Appui à la Jeunesse (FONAJ). Depuis 2015, ce fonds est financé par une taxe de 10 francs CFA par bouteille d'alcool et par paquet de cigarette. La gestion de ces fonds doit être placée sous la tutelle d'une institution financière spécialisée pour une grande efficacité. De ce fait, la mission du ministère de microfinance ne devrait pas être la gestion des fonds publics alloués au microcrédit, mais plutôt la conduite de réflexions sur l'inclusion financière à travers la proposition des produits financiers innovants et adéquats. Le manque de résultats des fonds présidentiels destinés au financement de microcrédit dans les régions du Tchad doit interpeller sur le gâchis que représente la gestion de tels fonds par des structures publiques.

Leçon 3: L'économie tchadienne est dominée par des activités agricoles et informelles. Pourtant, les études montrent qu'elles soient les plus exclues du système financier formel. L'inclusion financière de cette tranche de population passe par la réduction du déficit infrastructurel (électricité, route, technologie de l'information) entre les zones urbaines et rurales et une meilleure compréhension des logiques qui les régissent. Le faible niveau d'industrialisation de l'agriculture et sa dépendance aux aléas climatiques suggèrent la mise en place des instruments financiers (crédits agricoles et micro-assurance) adéquats.

Leçon 4: Tenue des états généraux des finances pour réfléchir sur l'adaptation des produits financiers aux segments de la population ayant un accès réduit au financement. Cela serait le lieu de mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable au développement de l'épargne, du crédit et de l'assurance qui répondent aux besoins des segments défavorisés et pallient les défaillances du marché. Il va sans dire que cela doit impliquer plusieurs ministères (justice, finances, économie, ...), les ONG et les opérateurs de téléphonie mobile car la question dépasse la compétence d'une institution particulière. Ces réflexions doivent être orientées vers comment donner confiance au système judiciaire et les documents qu'il délivre.

Leçon 5: Du renforcement du cadre d'évaluation du crédit. Le faible niveau de la culture bancaire suggère la mise en place des bureaux de crédit. Ces bureaux peuvent aider la population et les entreprises à monter des projets innovants se trouvant sur des créneaux porteurs. Cela augmente la probabilité pour les entreprises d'avoir accès au financement, diminue les taux d'intérêt débiteurs et allonge la maturité des prêts.

Aristide MABALI

À L'ÉCOLE

B.A-BA de l'économie

Qu'est-ce que le taux d'intérêt des prêts?

Le taux d'intérêt est le coût de l'emprunt, c'est à dire le prix payé pour la location de fonds (généralement exprimé en pourcentage). Par exemple, 10% signifie un intérêt de 10 F pour un prêt de 100 F.

Il existe plusieurs taux d'intérêt dans l'économie: taux du marché monétaire (taux auquel les banques se prêtent entre elles à court terme), taux d'emprunt hypothécaire, taux du crédit à la consommation et taux d'intérêt sur de nombreux types d'obligation (valeur mobilière constituant un titre de créance représentatif d'un emprunt). Les variations des taux d'intérêt affectent les individus, les institutions financières, les entreprises et l'économie entière. Par exemple, des taux d'intérêt élevés peuvent inciter une entreprise à diffé-

rer son investissement. De même, du point de vue individuel, des taux d'intérêt élevés peuvent dissuader un acheteur potentiel d'une voiture parce que le coût de financement serait excessif. Inversement, des taux d'intérêt élevés peuvent encourager à épargner parce qu'ils permettent à celui qui accepte de repousser la consommation présente d'une partie de ses revenus de gagner plus d'intérêts.

On distingue des taux d'intérêt nominaux qui ne tiennent pas compte de l'inflation des taux d'intérêt réels qui sont calculés en déduisant le taux d'inflation anticipé pour mieux refléter le coût ou le revenu réel d'un crédit.

César BAIRA DERING

POLITIQUES ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE AU TCHAD

Le faible niveau de l'inclusion financière et du développement financier constitue un handicap majeur au développement du Tchad. Le changement du modèle économique tchadien, présent dans tous les discours publics, doit passer par l'inclusion financière de la population la plus défavorisée. Il apparaît alors la nécessité de mettre en place les politiques permettant de juguler les entraves à l'inclusion financière de cette population. Cela constitue une piste sérieuse pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

LEÇON 1: Compte tenu de l'appartenance du Tchad à la CEMAC, il est fait

Echange avec le Représentant résident de la Banque Africaine de Développement au Tchad, le Professeur Michel-Cyr DJIENA-WEMBOU

Tchad Eco: Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs?

Pr Michel-Cyr DJIENA-WEMBOU: Je m'appelle Michel-Cyr DJIENA-WEMBOU; je suis fonctionnaire international à la Banque africaine de développement (BAD) depuis de nombreuses années. Je suis également Professeur Titulaire des Facultés françaises de Droit et de Sciences Politiques. J'assume depuis février 2011, les fonctions de Représentant résident de la Banque africaine de développement au Tchad et de Représentant de la BAD auprès de la CBLT. Enfin, je précise que je suis depuis trois ans déjà, le Président du Comité des Partenaires Techniques et Financiers du Tchad.

Tchad Eco: Pourriez-vous nous dire quelles sont les stratégies d'interventions de la BAD au Tchad en termes de domaine et volume d'activités?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: Pour être précis, je dirai qu'il n'existe qu'une stratégie d'assistance de la Banque africaine de développement par pays. La BAD intervient dans un pays à travers ce qu'on a coutume d'appeler un Document de stratégie par pays (DSP). Ce document, d'une durée de 5 ans, se décline en différents axes d'intervention sectorielle. La dernière stratégie d'intervention de la Banque au Tchad (2010-2014) a pris fin en 2014. Elle reposait sur deux piliers: la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur public et le développement des infrastructures de base. Une nouvelle stratégie est en préparation et couvrira la période allant de 2015-2019.

En termes de volumes d'activités, depuis le début de la coopération avec le Tchad en 1974, la Banque a investi environ 650,5 millions d'unités de compte (UC), soit près de 500 milliards de FCFA à travers 100 opérations d'investissement, d'appui institutionnel et des études dans les secteurs de l'Agriculture/Environnement (38%), des Transports, (25%), Social (Santé, Education et Protection sociale - 14%), Gouvernance/multi-secteur (14%), Eau/Assainissement (6%), Communications (3%) et Energie/Mines (1%).

Le portefeuille actuel des projets comprend 18 opérations dont onze opérations à caractère national et sept (07) opérations régionales, pour un volume global de 188,73 millions d'UC. Ce financement est dominé par le secteur des transports, 85,8 millions d'UC soit 45% de l'engagement total, suivi par le secteur agricole/environnement, 70,99 millions d'UC soit 38%; l'eau et l'assainissement (11%); la gouvernance (5%); et enfin le secteur d'Energie qui représente 1% du volume des engagements. La



exécution des projets de développement au Tchad et comment peut-on y remédier?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: D'une manière générale, il y a lieu de relever que les questions liées à l'exécution des projets et programmes soutenus par la BAD au Tchad font l'objet d'une attention particulière dans le dialogue avec le Gouvernement. Cependant, certains aspects de la gestion des projets doivent être suivis d'un peu plus près: (i) la lenteur dans la passation des marchés en est un premier exemple. Afin de réduire et de contrôler les risques liés à la passation des marchés publics, la Banque a effectué une revue analytique conjointe du système de passation des marchés publics au Tchad qui a fait le point de la situation actuelle. Grâce à son appui, le code des marchés publics a été révisé et mis aux normes internationales. Les textes d'application sont en cours de promulgation par le Gouvernement. Il convient aussi de relever dans ce même domaine l'insuffisance dans la maîtrise des procédures qui constitue un obstacle à l'efficacité de la mise en œuvre des projets. Des modules de formation ont été organisés dans le cadre d'une clinique fiduciaire en vue du renforcement des capacités des agences d'exécution des projets; (ii) le problème de la mobilisation des fonds de contrepartie en est un second exemple. Certains projets du portefeuille rencontrent des difficultés dans la réalisation de leurs activités en raison de la non-mobilisation des ressources du budget national dans les délais impartis. Grâce à un dialogue soutenu avec le Gouverne-

ment, notamment avec les Ministères des Finances et du Plan, d'importants efforts ont été déployés pour que les projets perçoivent ces ressources et soient exécutés dans les temps.

Tchad Eco: Quelles sont les stratégies de votre institution en faveur du développement du secteur privé au Tchad?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: La Banque africaine de développement considère que le développement du secteur privé est source de croissance, de création d'emplois et donc de réduction de la pauvreté. Notre institution s'est dotée de solides moyens pour être un acteur très actif dans ce domaine. Elle dispose d'une stratégie propre à ce secteur, mais intervient également dans ce secteur dans le cadre de sa stratégie décennale (2013-2022) qui met un accent particulier sur la transformation structurelle. La Banque, qui s'est dotée d'un département en charge de ces questions (OPSM) et, dispose d'hommes et de femmes expérimentés et d'une panoplie d'instruments financiers afin de jouer un rôle de premier plan en Afrique. Au Tchad, le développement du secteur privé se heurte encore à de fortes contraintes. Le climat des affaires actuel doit être amélioré. C'est un préalable à l'éclosion des entreprises et au développement de ce secteur, mais aussi à l'émergence économique que le Tchad souhaite atteindre à l'horizon 2030. Le cadre juridique et réglementaire est également à parfaire pour que le secteur privé soit plus dynamique et peu contraignant.

Des études économiques et sectorielles réalisées par la Banque dans le domaine de l'investissement, la promotion des PME/PMI et la mobilisation des ressources ont permis de mieux cerner les problèmes et les défis auxquels ce secteur est confronté. Un projet d'amélioration du climat des affaires et à la diversification de l'économie tchadienne a été lancé en 2013. Ce projet, d'un montant de 5,89 millions UC, soit près de 5 milliards de francs CFA, permettra de renforcer le cadre légal et réglementaire en vue notamment de favoriser la création et le développement des PME/PMI, de soutenir les réformes dans le domaine cadastral et foncier, de contribuer à l'interconnexion de l'agence nationale des investissements et des exportations, de mettre en place un cadre de suivi en matière de réformes relatives aux indicateurs du «Doing Busi-

ness» et de contribuer au développement du dialogue public privé. Le développement du secteur privé suppose aussi que soient levées les contraintes infrastructurelles existant au Tchad, notamment dans le secteur de l'énergie et le transport. C'est pour cette raison que la BAD a également axé en priorité ses interventions sur ces secteurs en mettant en œuvre des projets dans ces deux domaines.

Ses actions en faveur de la promotion de l'intégration économique au Tchad s'inscrivent dans cette logique. Elles visent également à accroître le périmètre du marché national et à ouvrir de nouvelles opportunités commerciales et d'investissements aux opérateurs économiques nationaux dans la sous-région.

Tchad Eco: Selon vous, comment l'Etat tchadien et ses partenaires au développement peuvent renforcer l'inclusion financière au Tchad ?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: La question de l'inclusion financière est centrale pour le développement économique en général et pour celui du Tchad en particulier. Promouvoir l'inclusion financière suppose des efforts conjoints dans différents domaines. Il s'agit tout d'abord de remédier au faible niveau d'intermédiation financière existant dans une majorité de pays africains et plus particulièrement au Tchad. A titre d'illustration, le secteur bancaire tchadien, qui comprend huit banques commerciales regroupées, une quarantaine d'agences sur tout le territoire, soit un ratio de 250 000 habitants par agence contre 1 650 habitants en France. En 2009, on estimait que le montant total des primes collectées par le secteur des assurances au Tchad représentait près de 0,3% du produit intérieur brut contre 3,4% au Kenya et 1% au Ghana. Ces chiffres montrent à suffisance le retard pris et les efforts restant à faire dans ce domaine. Il convient ensuite de faciliter l'accès au crédit et aux services financiers. Ce qui n'est pas chose aisée au Tchad. L'inefficacité de la justice commerciale figure au nombre des raisons avancées par de nombreux banquiers pour expliquer cette situation. La difficulté à faire valoir des garanties sur prêts et la longueur des procédures de recouvrement sont de nature à freiner le développement des activités financières et bancaires dans le pays. Le droit OHADA offre en la matière des réponses adaptées mais son application au Tchad reste à parfaire.

Il faut également proposer des financements adaptés aux besoins des différents agents économiques. Au Tchad, l'offre bancaire à moyen et long-terme demeure peu adaptée aux besoins des ménages dans le domaine du logement et dans celui du financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des biens d'équipement pour les opérateurs économiques tchadiens. Enfin, il est important d'avoir un secteur de la microfinance dynamique. Il participe activement à l'accroissement de l'inclusion financière. Des progrès doivent être faits dans ce domaine au Tchad.

Tchad Eco: La croissance économique au Tchad semble ne pas se traduire par une baisse significative de la pauvreté. Pour ce faire, comment la BAD attend accompagner le Tchad dans la transformation structurelle de son économie ?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: Toutes les pratiques de développement de la BAD se donnent comme objectif prioritaire de lutter contre ce fléau. La pauvreté est un concept multidimensionnel et son éradication suppose une approche différenciée par pays. Avant toute action, il convient au préalable de bien cerner ses causes et de prendre en compte la situation socioéconomique du pays. D'importantes actions ont été déployées dans ce domaine. Dans le cadre de son action sur le terrain, la BAD a appuyé les efforts du Gouvernement à travers différents projets et programmes dans les zones rurales où sévit le plus la pauvreté, notamment dans le domaine de l'eau et assainissement, en vue d'attein-

En termes de volumes d'activités, depuis le début de la coopération avec le Tchad en 1974, la Banque a investi environ 650,5 millions d'unités de compte (UC), soit près de 500 milliards de FCFA à travers 100 opérations d'investissement, d'appui institutionnel et des études dans les secteurs de l'Agriculture/Environnement (38%), des Transports, (25%), Social (Santé, Education et Protection sociale - 14%), Gouvernance/multi-secteur (14%), Eau/Assainissement (6%), Communications (3%) et Energie/Mines (1%).

nouvelle stratégie en préparation pour la période 2015-2019 va s'appuyer sur ces projets déjà en cours d'exécution.

Tchad Eco: Etant une banque de développement, quels sont les obstacles qui entravent une bonne

dre les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle continuera de le faire dans le cadre de l'agenda 2063. Ses efforts se sont également concentrés sur la diversification de l'économie qui, lorsqu'elle est effective, est source de croissance, donc de richesse. C'est dans cette direction qui convient d'aller.

Tchad Eco: Le Tchad est le seul pays de l'Afrique centrale à ne pas atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Quels sont les effets attendus de cette initiative et comment le Tchad pourrait l'atteindre?

Pr DJIENA-WEMBOU M.:

Tout concourt désormais à ce que le Tchad atteigne cet objectif dès cette année. Les conditions au plan économique et financier me paraissent réunies pour y parvenir. A ce stade, il est très important de souligner que le point d'achèvement de l'initiative PPTE ne doit pas être considéré comme un aboutissement et susciter des relâchements dans la discipline budgétaire. C'est une nouvelle étape qui ouvre de nouvelles perspectives économiques et financières. L'atteinte de cet objectif permettra au Tchad de bénéficier d'un allègement de sa dette d'environ 1,2

Tout concourt désormais à ce que le Tchad atteigne cet objectif dès cette année. Les conditions au plan économique et financier me paraissent réunies pour y parvenir. A ce stade, il est très important de souligner que le point d'achèvement de l'initiative PPTE ne doit pas être considéré comme un aboutissement et susciter des relâchements dans la discipline budgétaire. C'est une nouvelle étape qui ouvre de nouvelles perspectives économiques et financières. L'atteinte de cet objectif permettra au Tchad de bénéficier d'un allègement de sa dette d'environ 1,2 milliard de dollars américains, ce qui la rendra ainsi plus soutenable.

milliard de dollars américains, ce qui la rendra ainsi plus soutenable.

Le Tchad pourra également accéder à des ressources plus importantes au niveau de la BAD, mais également à celles provenant de divers fonds fiduciaires. Le pays pourra ainsi bénéficier de la nouvelle politique de crédit de la Banque africaine de développement et financer à ce titre des projets structurants pour son économie. La BAD est disposée à accompagner le pays dans cette nouvelle

La BAD en chiffres au Tchad		
Secteurs	Réalisation	Ventilation géographique
Agriculture et développement rural	11 barrages construits	Wadi Fira (Adoukoumi, Matadjana, Absounout, Aora, Tologon, Maïba), Ouaddaï (Foundouk, Bouyouur) et Guéra (Midziguir, Am Tchake, Djerbé)
	22 digues dont 14 de clôtures, 6 de fermetures et 2 de séparation en vue d'assurer la gestion de l'eau	Lac Tchad
	1.200.000 de têtes de bovins vaccinés	Lac Tchad
	Plus 800 km de pistes rurales construites et entretenues	Lac Tchad, Guéra (Eref-Am-Tchake), Wadi Fira et Lac Iro (Kyabé – Roro);
Transports	Route Koumra-Sarh (110 km). Pont de N'Guéli sur le Logone reliant le Tchad au Cameroun.	Mandoul, Moyen-Chari et N'Djamena
Développement humain	Réhabilitation et équipement de 12 lycées généraux et techniques.	Faya (Borkou), Ati (Batha), Doba, Mongo (et Kélo (Tandjilé), (N'Djaména), (Moundou),
	Construction de plus de 8 Centres d'apprentissage	N'Djaména, Bol, Mao, Bongor, Pala, Doba, Koumra et Lai
	Formation de plus de 1 000 Enseignants et personnels d'encadrement du secondaire (formation initiale et continue)	
	16 unités de transfusion sanguine ont été construites	Abéché, Amtiman, Ati, Bol, Iriba, Kyabé, Lai, Léré, Doba, Bongor, Guéréda, Haraze, Mao, Moïssala, Mongo, Pala).
Eau & Assainissement	Plus de 1305 points d'eau dont 875 forages équipés de pompes manuelles ou solaires	Batha, Logone Occidentale, Logone orientale, Tandjilé, Lac, Moyo-Kebbi Ouest, Guéra, Salamata, Wadi Fira, Lac
	502 latrines	Tandjilé et Mayo-Kebbi Ouest
	510 dispositifs de lave-main dans les écoles et dispensaires	Tandjilé et Mayo-Kebbi Ouest
	3 laboratoires d'analyse d'eau	N'Djamena, Pala et Lai

étape de son développement.

Tchad Eco: L'actualité oblige. Que pensez-vous de la chute vertigineuse des prix internationaux du pétrole? Et que peut faire le Tchad pour s'en prémunir?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: La baisse des cours du pétrole a constitué un véritable choc pour l'économie nationale et a grandement affecté la situation de ses comptes publics et extérieurs. La préparation d'une loi de finances rectificative au titre de l'année 2015 s'explique en très grande partie par la

baisse du cours du pétrole sur le marché international et son impact négatif sur le niveau des recettes budgétaires. Cette situation vient rappeler la nécessité à entreprendre sans délai une diversification économique afin d'abaisser le niveau de dépendance du pays vis-à-vis du pétrole. Le Tchad dispose de réels atouts dans ce domaine. Le développement d'activités industrielles et agricoles doit donc être soutenu et encouragé pour faire face aux effets néfastes liés à la forte dépendance de l'économie tchadienne vis-à-vis du pétrole.

Tchad Eco: Votre mot de fin monsieur le Représentant?

sentant?

Pr DJIENA-WEMBOU M.: Je ne saurais conclure cette interview par un propos final car notre coopération avec le Tchad est dense, diversifiée et dynamique et par ailleurs le caractère de notre discussion ne s'y prête pas. Je voudrais simplement rappeler à l'attention de vos lecteurs et des populations tchadiennes, quelques-unes des principales réalisations de la Banque au Tchad.

Interview réalisée par Jareth BEAIN et Rony DJEKOMBE

OPINION

Liquidité bancaire et problème de financement de l'économie dans la CEMAC

Le problème du financement des économies se pose avec acuité dans la CEMAC. En effet, la CEMAC a enregistré au cours des dernières années une croissance soutenue, en liaison avec le dynamisme de son secteur pétrolier et la bonne gestion macroéconomique. Néanmoins, la sous-région continue d'enregistrer des besoins d'investissements publics et privés considérables, dans un environnement marqué par un niveau de financement

insuffisant et un système bancaire surliquide. On parle de surliquidité lorsque la quantité de réserves détenues par les établissements de crédit à la Banque centrale s'écarte fondamentalement et de manière persistante du niveau optimal requis (Saxegaard, 2006). En 2012, les dépôts bancaires ont représenté 153,7 % des crédits à l'économie et 132,4 % en 2013 tandis que dans le même temps, la BEAC détenait dans ses livres, des réserves des banques

créatrices de monnaie représentant respectivement 13,1 % et 10,1% du PIB de la Zone.

Pourtant d'après la COBAC (2010), 44% des PME de la CEMAC identifient l'accès au financement comme une contrainte majeure à leur développement. La part des crédits bancaires qui leur est destinée oscille entre 9% et 20% selon les pays, contre 52% et 80% pour les grandes entreprises.

Les contraintes structurelles qui entravent le financement des économies de la CEMAC sont certes nombreuses, mais l'on attribue couramment l'origine à la frilosité des banques à accorder des crédits. Ainsi, pour le grand public, la surliquidité des banques n'est que la conséquence de l'aversion des banques pour le risque et leur réticence à accorder des financements au secteur privé, et principalement aux PME/PMI.



Nafé DABA

QUE DISENT LES CHIFFRES À PROPOS DE LA SURLIQUIDITÉ DU SYSTÈME BANCAIRE DANS LA CEMAC?

Entre 2003 et 2013, les réserves des établissements de crédit à la Banque Centrale sont passées de 548,5 milliards de FCFA (3,5 % du PIB) à 2999,2

milliards de FCFA (10,1 % du PIB), soit un accroissement de l'ordre de 446,8 % en 10 ans. Quant aux réserves oisives, qui sont la principale composante des réserves brutes des banques, elles ont atteint 1970,2 milliards FCFA en décembre 2013, soit 6,8 % du PIB. Ces réserves découlent du fait que dans la CEMAC, les dépôts bancaires sont largement supérieurs aux crédits à la clientèle (voir les graphiques 1 et 2).

En dépit de cette évolution d'ensemble, il apparaît que la surliquidité bancaire n'est pas un phénomène général aussi bien pour les pays que pour les banques; la liquidité excédentaire étant notamment concentrée autour d'un nombre restreint d'établissements (BGFI au Gabon; BICEC, Ecobank et SGBC au Cameroun; CCEIBANK et BANGE en Guinée Equatoriale; LCB au Congo; Ecobank RCA en RCA, SGT et Ecobank au Tchad; COBAC, 2012). Cette concentration de la liquidité favorise à la fois une surenchère dans le marché et la disparité des taux de crédit et de dépôt

l'on puisse dire est que les banques accordent bel et bien des crédits dans la CEMAC. Cette augmentation en volume des crédits s'est cependant concentrée sur des prêts à court terme; ce qui témoigne en partie, du manque de profondeur du système bancaire et de réelles contraintes au financement des investissements longs. En effet, dans la CEMAC, les ressources longues (dépôts d'épargne) contribuent faiblement à la constitution des dépôts bancaires. Les contraintes de transformation des ressources collectées par les banques, généralement à court terme, face à des besoins à moyen et long terme des entreprises, constituent une réelle entrave à l'accessibilité financière des demandeurs de crédit.

LA SURLIQUIDITÉ, RÉSULTAT DU DÉCALAGE DE CYCLE ENTRE LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES ET LES ACTIVITÉS CONSOMMATRICES DE LIQUIDITÉS

La liquidité des banques dans la

étant plus rapide que leur consommation. Cette situation est par ailleurs aggravée par le fait que les entreprises pétrolières ne recourent que marginalement au crédit bancaire local.

L'AVERSION AU RISQUE N'EXPLIQUE PAS TOUT, IL FAUT AJOUTER LA QUALITÉ DE LA DEMANDE DE CRÉDIT

L'aversion des banques pour le risque est démontrée par leur préférence pour les crédits à court terme, bien que l'on ne doive pas exclure la contrainte liée au fait que les dépôts des banques sont principalement à vue donc à court terme. Les crédits à moyen terme sont par ailleurs accordés aux grandes entreprises, qu'elles soient para publiques ou privées, les PME/PMI n'ayant bénéficié que marginalement des crédits à l'économie dans la CEMAC. Bien que cette situation puisse en partie s'expliquer par la nature des dépôts bancaires (majoritairement à court terme) et tra-

grandes entreprises; le traitement sélectif des crédits se faisant malheureusement en défaveur des autres couches (PME, entreprises naissantes et ménages);

- le faible niveau de la gouvernance économique en général et du climat des affaires en particulier: le classement du rapport «Doing Business» 2014 situe les Etats de la CEMAC entre la 163ème et la 189ème place sur 189 économies couvertes. Ce classement illustre les retards enregistrés par les pays de la CEMAC dans la réforme de l'environnement des affaires;

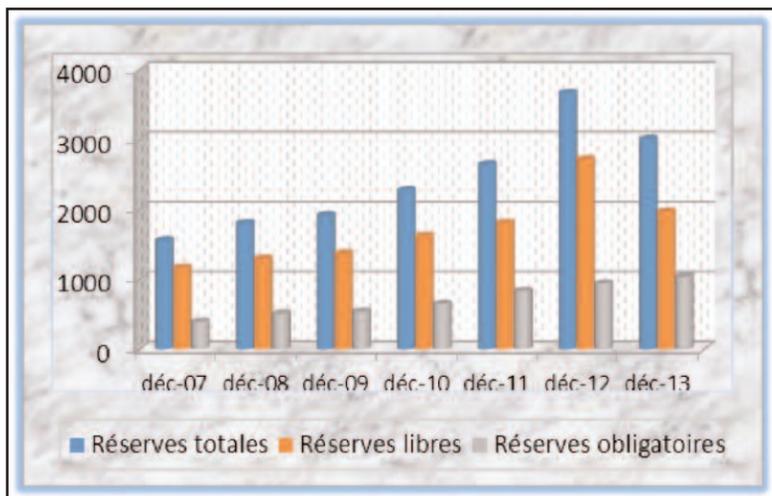
- la détérioration de la qualité des portefeuilles des banques au cours des dernières années en relation notamment avec l'augmentation importante des créances en souffrance au sein des établissements de crédits. Entre 2011 et 2012, les créances en souffrance étaient passées de 427 milliards (9,3 % des crédits à l'économie) à 495 milliards (9,8 % des crédits à l'économie) pour atteindre 733 milliards F.CFA en 2013 (11,5% des crédits à l'économie). Le volume des créances en souffrance est un indicateur d'alerte pour les banques et leur niveau élevé devient ainsi un «plafond psychologique» en matière d'octroi de crédit;

- le manque de fiabilité des états financiers produits par certains débiteurs: certains demandeurs de crédit adoptent des comportements cachés, traduisant par la suite des phénomènes d'aléa moral qui se manifestent la plupart du temps par le détournement de l'objet du crédit obtenu. En effet, certains demandeurs utilisent le phénomène des «trois bilans», le fait qu'une entreprise présente trois bilans différents (le premier destiné au fisc, le deuxième au bailleur de fonds, et le troisième pour elle-même), pour obtenir des crédits à l'aide de documents non conformes à la réalité;

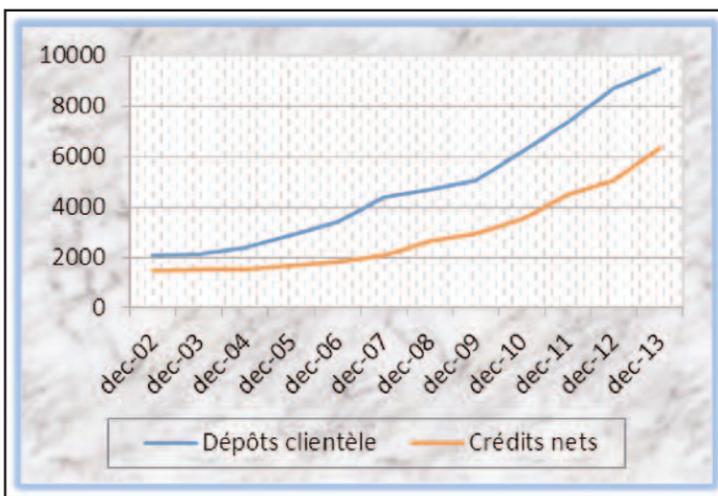
- la faiblesse de la culture de marché au sein des entreprises nationales, dont plusieurs restent encore familiales ou des entreprises de propriétaires. Par peur de perdre le contrôle sur leur entreprise, ces propriétaires préfèrent voir demeurer des PME/PMI totalement indépendantes du financement bancaire alors que leur croissance aurait pu leur permettre de lever des financements plus importants auprès des banques voire des marchés financiers.

De ce qui précède, nous retenons que les causes de la faiblesse du niveau des crédits bancaires sont multiformes et que le problème du financement des économies de la CEMAC se situe aussi bien du côté de l'offre que de la demande. Parmi ces causes, il nous apparaît cependant que les contraintes de demande sont de loin les plus importantes. C'est donc à ce niveau que se concentrent les actions pouvant permettre d'améliorer la qualité du financement dans la CEMAC. Il s'agit de l'amélioration du climat des affaires et de la qualité de l'information financière. Bien que le comportement des banques ne soit pas totalement exempt de tout reproche, il nous semble que le procès qui leur est fait est à la fois une solution de facilité et une démarche non justifiée.

Nafé DABA



Source : BEAC



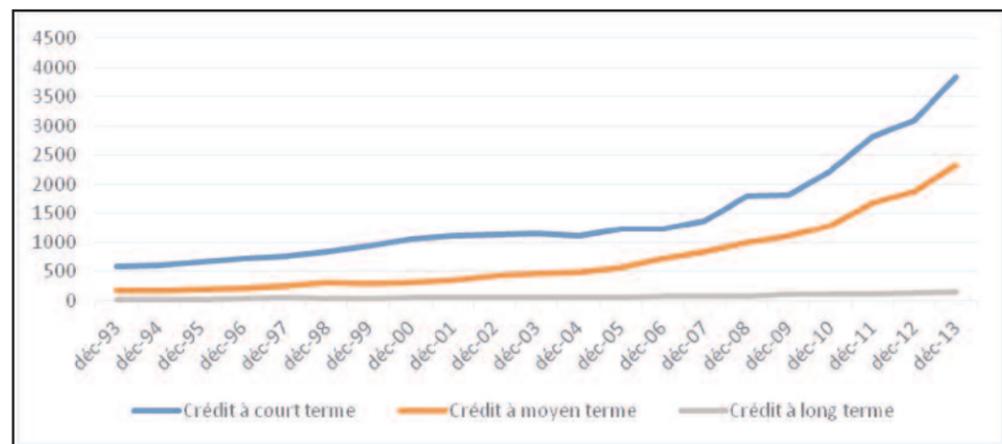
Source : COBAC

entre les pays ainsi que l'étranglement du réseau des agences bancaires (la

CEMAC provient généralement du secteur pétrolier après avoir transité par les budgets publics (par le biais des dé-

duire une certaine aversion des banques pour le risque, force est de constater que de nombreuses contraintes et incertitudes touchant à la solvabilité de la clientèle des banques ne sont pas de nature à les inciter à accorder des crédits. Ces contraintes et incertitudes exercent une pression sur le niveau du risque de crédit (risque d'insolvabilité d'un débiteur) obligeant les banques soit à facturer à leur clientèle des primes de risque élevées (cause du renchérissement du coût du crédit dans la CEMAC), soit à rester très prudentes dans l'octroi de crédits à des débiteurs n'offrant pas les meilleures garanties de solvabilité. Elles se concentrent autour de:

- la faible qualité de l'information financière ainsi que d'informations pertinentes sur la solvabilité des agents économiques. Face à cette incertitude et à défaut de pouvoir effectuer une évaluation objective du risque, les banques tendent à fonder leurs décisions sur la base d'éléments plus subjectifs, notamment les relations personnalisées, la réputation de l'emprunteur ou encore des événements passés. Certes, les banques de la CEMAC reçoivent régulièrement des demandes de crédit mais le problème qui se pose est celui de la fiabilité des dossiers, induisant parfois un problème de sélection adverse. Dans ces conditions, les projets bancables qui obtiennent la faveur des bailleurs sont généralement ceux provenant des



Source : BEAC

CEMAC détient aujourd'hui 51 établissements de crédit pour une population de 45 millions d'habitants et avec un taux de bancarisation de l'ordre de 7 %).

UNE NETTE AMÉLIORATION DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE PAR LES BANQUES, PORTÉE PAR LES CRÉDITS À COURT ET À MOYEN TERMES

Entre 2003 et 2013, les crédits à l'économie sont passés de 1.655,3 milliards (12,0 % du PIB) à 6.321,6 milliards de FCFA (21,7 % du PIB). Bien que la progression des engagements bancaires en faveur de leur clientèle ait été moins rapide que celle des dépôts, le moins que

penses publiques financées par les recettes pétrolières). En effet, on a assisté au cours des dernières années à une forte augmentation des recettes pétrolières qui ont permis d'accroître sensiblement les dépenses publiques. L'accroissement des dépôts bancaires qui en a résulté a à son tour permis aux banques d'accroître les crédits à la clientèle. Il se trouve cependant que les crédits bancaires sont accordés au secteur non pétrolier, dont les cycles d'exploitation et de trésorerie sont généralement plus longs que ceux des entreprises pétrolières. Ce décalage des cycles d'activité limite la capacité d'absorption des liquidités dans les pays de la CEMAC; la création des liquidités

Les finances publiques dans le contexte de la baisse du cours du baril et de la lutte contre Boko Haram

Nous avons souligné dans nos précédents numéros, les effets négatifs sur les finances publiques et pour la population des attaques terroristes de la nébuleuse Boko Haram. Nous analyserons ici les effets conjoints de la baisse du cours du baril du pétrole et de la lutte contre Boko Haram sur les finances publiques tchadiennes.

Les prix du pétrole ont baissé de plus de 55% depuis septembre 2014 pour s'établir actuellement à 51,33 dollars en date du 09 avril 2015, un niveau jamais atteint depuis 2009. Cette baisse s'explique par des facteurs liés à l'offre et à la demande. L'offre de pétrole est supérieure à la demande et n'a pas été compensée par des baisses de la production de la principale organisation des pays producteurs-OPEP tandis que la demande de pétrole des grands pays d'Asie s'affaiblit. A cette offre s'ajoute l'offre de pétrole de schiste produit en grande partie en Amérique du nord et qui est un substitut du pétrole et dont le prix est plus compétitif à ce niveau.

Au Tchad, particulièrement, la production du pétrole n'a cessé de baisser ces dernières années. Elle était estimée à environ 36,5 millions de barils en 2013. Cette baisse considérable s'explique non seulement par la diminution naturelle du taux de production dans les gisements à maturité mais aussi par d'autres facteurs, essentiellement techniques et temporaires. Les recettes budgétaires pétrolières ont par conséquent régressé d'environ 7,7 pour cent du PIB non pétrolier et ont provoqué un important déficit budgétaire global (6,4 pour cent du PIB non pétrolier).

La découverte et l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole en 2014 ont permis de rehausser le niveau de production car elle est estimée à plus de 50 millions de barils.

Toutefois, l'économie tchadienne est fortement dépendante du pétrole. Le pétrole représente plus de 80% des exportations totales et plus de 60% des recettes publiques. Cette forte dépendance des finances publiques et de l'économie aux recettes pétrolières rend

les perspectives très sensibles aux chocs sur le prix du pétrole. En effet, la baisse de plus de 50% des cours du Brent a un impact considérable sur les finances publiques tchadiennes. A ce jour, il est difficile de déterminer avec exactitude l'ampleur qu'aura cette conjoncture sur la baisse des recettes publiques. Nous pouvons cependant poser quelques hypothèses. A supposer que, malgré la hausse de la production de pétrole, les recettes pétrolières baissent de 30% toutes choses égales par ailleurs. Si le pétrole représente par exemple 65% des recettes de l'Etat, alors, une baisse de 30% des recettes pétrolières impactera les recettes

L'effondrement des prix du pétrole devrait entraîner donc une baisse des recettes publiques et une détérioration sensible du solde budgétaire et des soldes extérieurs.

publiques de 19,5% de moins.

L'effondrement des prix du pétrole devrait entraîner donc une baisse des recettes publiques et une détérioration sensible du solde budgétaire et des soldes extérieurs. En effet, les prix d'équilibre budgétaire au Tchad, c'est-à-dire, le prix du baril qui permet au pays exportateur d'équilibrer son budget est estimé à plus de 70 dollars le baril. En deca de ce prix, le déficit budgétaire sera persistant. L'ampleur de la détérioration du solde budgétaire devrait être atténuée si et seulement

si le pays disposait de réserves ou de capacité d'emprunt considérable et devra donc s'adapter plus rapidement, avec des conséquences négatives pour la croissance économique. En effet, des contraintes vont vraisemblablement peser sur les dépenses publiques pendant plusieurs années. Cela signifie que l'actuel modèle de croissance fondé sur la hausse de la production pétrolière et du gonflement des cours du pétrole et des dépenses publiques ne fonctionnera plus. Le pays devra plutôt diversifier davantage son économie et permettre au secteur privé de se transformer en moteur durable de croissance et de création d'emplois.

Nous avons jusque-là, limité notre analyse sur la baisse du cours du pétrole et de son impact sur les finances publiques, qu'en est-il de celui de la lutte contre Boko Haram? Nous ne reviendrons pas sur les effets des attaques terroristes sur l'économie tchadienne car elle a déjà été soulignée dans nos précédents numéros. Toutefois, l'envoi des troupes militaires tchadiennes hors du pays pour combattre la nébuleuse Boko Haram pèse sur les finances publiques. L'hebdomadaire «Jeune Afrique» en citant des sources tchadiennes donne une estimation de plus de 7 millions d'euros par mois soit plus de 4 milliards de FCFA. De plus, les attaques terroristes au Nigeria et au Cameroun ont un impact sur le niveau des exportations et des importations du Tchad car, c'est par ces pays que transitent majoritairement les produits du commerce international du Tchad. Nous savons que les exportations

sont sources de devises pour le pays et les importations sources de recettes publiques. Leur baisse impacte le niveau des recettes publiques. Nous pouvons dire pour finir, malgré son impact négatif sur l'économie tchadienne et les finances publiques, la conjoncture actuelle est un vrai cas d'école qui servira pour les orientations des nouvelles politiques économiques à venir.

César BAIRA DERING

Conférence débat à l'IFT «Quelles alternatives économiques au pétrole»

Un événement d'une rare occurrence au Tchad a eu lieu le mercredi 08 avril 2015 à l'Institut Français Tchad mobilisant un important auditoire au profil varié allant des élèves-étudiants aux professionnels de différents secteurs. Il s'agit de la grande conférence-débat animée par le CROSET avec la participation du lycée français Montaigne et de l'université de N'Djamena. Placée sous le thème «quelles alternatives économiques au pétrole», cette conférence a lieu dans un contexte où l'économie tchadienne est rudement éprouvée par la chute vertigineuse du prix du baril du pétrole passant de 102 \$ à 56 \$ entre Août 2014 et Avril 2015. Cette situation avec son corollaire la baisse drastique des recettes de l'Etat a des répercussions négatives sur la vie des Tchadiens qui multiplient les grèves sociales.

La conférence a débuté par un bref aperçu fait par Michel Abdelouhab (Enseignant d'économie au Lycée Français Montaigne) et Ibrahim Youssouf (Enseignant à l'Université de N'Djamena) sur les éléments qui ont contribué à la

baisse du cours du Brent et qui alimentent sa tendance actuelle. Plusieurs arguments, pas forcément exclusifs les uns des autres, ont été avancés par les conférenciers: le ralentissement brutal de la production industrielle en Chine, deuxième plus gros consommateur de brut au monde; la surproduction du pétrole et ce malgré le chaos provoqué par les différentes factions jihadistes en Libye et la menace que font planer les terroristes de l'Etat Islamique sur l'Irak et enfin l'exploitation du pétrole de schiste (shale oil) aux Etats-Unis (8,6 millions de barils par jour en août 2014). En guise de comparaison et de rappel, le Tchad ne produit que 100.000 barils en moyenne par jour.

Revenant dans le contexte tchadien présenté par Jareth Beain (Président du CROSET) et Guy Dabi (membre du CROSET), les conférenciers ont comparé la situation économique avant l'ère pétrolière à celle pendant l'exploitation du pétrole. Ils ont mis en lumière l'apport positif du pétrole dans le budget de l'Etat en donnant un souffle nouveau à l'économie en plus des deux mamelles

traditionnelles que sont l'agriculture et l'élevage. La croissance économique s'est nettement améliorée depuis la production du pétrole en 2003 s'établissant même à 2 chiffres en 2004 et 2010. Les revenus issus du pétrole ont permis la construction d'infrastructures et un investissement relativement important dans différents secteurs clés dont la santé, l'éducation et l'énergie. La pauvreté a baissé de manière significative au Tchad entre 2003 et 2011. En effet, la proportion des tchadiens vivants en dessous du seuil national de pauvreté est passée de 55% à 47% sur la même période (ECOSIT). La proportion de la population tchadienne vivant en dessous du seuil de pauvreté alimentaire a également baissé de 36% en 2003 à 29% en 2011. Cependant, compte tenu de la croissance démographique le nombre absolu des personnes pauvres a augmenté sur la période. Prenant la parole pour les débats, les participants ont dénoncé la faible amélioration des conditions de vie des Tchadiens. Les problèmes freinant une redistribution équitable des ressources évoqués sont

entre autre la corruption et la gabegie financière chroniques, le manque de mesure d'accompagnement des investissements faits tels qu'une formation massive et de bonne qualité du personnel de santé et d'éducation ainsi que le manque d'équipement des salles de classes et d'hôpitaux. Poursuivant leurs présentations, les conférenciers ont noté la dégradation de nombreux indicateurs comme l'Indice de Développement Humain (IDH) et l'indicateur mesurant la facilité de faire des affaires ou le climat des affaires de la Banque mondiale, le Doing Business. Ces indicateurs qui pour la plupart affichaient des performances relativement plus bonnes avant l'exploitation du pétrole à l'instar de l'IDH.

Comme piste de réflexion par rapport aux alternatives économiques au pétrole, les conférenciers ont évoqué la dynamisation du système financier qui pourrait être un vecteur de développement à travers la promotion de l'entrepreneuriat et du secteur privé. Ce secteur a connu une forte croissance durant la dernière décennie mais reste

encore à un niveau de développement très faible. En guise d'illustration, il y a 8 banques commerciales dans le pays avec 1 agence pour plus de 250.000 habitants, moins de 22 déposants pour 1000 adultes, un taux de bancarisation faible de l'ordre de 5 % de la population et moins de 3 emprunteurs pour 1000 adultes. De nombreux obstacles entravent l'expansion du réseau parmi lesquels la faiblesse des institutions, le climat des affaires peu reluisant, les taux d'intérêts débiteurs très élevés, les coûts de production très élevés (taxes,

énergies, etc.) et les procédures administratives très lourdes. De nombreux défis du système financier tchadien ont été évoqués et nécessitent d'être adressés. Il s'agit principalement du taux de pauvreté élevé limitant les garanties pouvant donner accès au crédit bancaire, le faible niveau de culture bancaire avec un nombre élevé de PME non bancarisés, l'économie demeure fortement informelle avec des entreprises sans reconnaissance juridique limitant ainsi l'accès au crédit bancaire et le problème récurrent du niveau d'édu-

cation faible entravant sérieusement la capacité à monter des projets viables. Après ce bref contour du système financier tchadien, quelques propositions ont été faites pour dynamiser le système financier et lui permettre d'être une alternative majeure au pétrole. Parmi ces propositions, l'on pourrait retenir, la réforme du système éducatif tchadien avec un accent particulier mis sur l'entrepreneuriat, la promotion du droit des affaires afin d'améliorer le climat des affaires et attirer massivement les investissements étrangers, l'effectivité du

guichet unique instauré pour la création de nouvelles entreprises, la réforme du système fiscal, l'accroissement de la capacité de financement des institutions de micro finance, l'inclusion financière des agriculteurs et l'adaptation des produits financiers innovants pour les 95% des tchadiens exclus du système financier.

Rony DJEKOMBE

UN REGARD NOUVEAU SUR L'AFRIQUE

Dans vos Kiosque tous les mois

AFRIK

LE MENSUEL D'INFORMATIONS GÉNÉRALES D'UN CONTINENT EN DÉVELOPPEMENT

EMERGENTE MAGAZINE

Afrik Emergente Magazine est distribué dans toute la sous région CEEAC est dispose d'un portefeuille appréciable d'abonnés sur le continent



Site web : www.afrikemergente.com
Facebook : afrik emergente magazine

Siège: Douala Cameroun
BP:5885 Douala Akwa Rue des écoles
Tel: (237) 677 07 37 47

Bureau Paris France
15, rue de Normandie 93000 Bobigny
Tel: 0033618671283
afrik.emergente@yahoo.com

Le thermomètre d'un continent en développement

La BAD aux urnes le 28 Mai 2015: Quelles sont les chances du candidat tchadien?



A lors que le mandat de Donald Kaberuka à la tête de la Banque Africaine de Développement finit le 28 mai prochain, huit candidats sont en lice pour le remplacer. Il s'agit notamment d'Akinwumi Adesina (Nigéria), Sufian Ahmed (Ethiopie), Jaloul Ayed (Tunisie), Bédoumra Kordjé (Photo ci contre Tchad), Christina Duarte (Cape Vert), Samura Kamara (Sierra Léone), Thomas Sakala (Zimbabwe) et Birama Bou-bacar Sidibé (Mali). L'élection à la présidence de la BAD se tiendra à Abidjan en Côte d'Ivoire lors des Assemblées Générales Annuelles de cette institution prévues du 25 au 29 Mai 2015. Comment se passe alors le mode de désignation du Président?

Le président de la BAD est élu par le Conseil des gouverneurs, composé de 80 pays membres. Ces pays sont divisés en deux grands groupes: les membres régionaux (africains) qui représentent 60% des votes et les membres non régionaux (Etats-Unis, Japon, Arabie Saoudite, Brésil, France, ...) qui détiennent 40% des votes. Pour être élu, le candidat doit recueillir une double majorité des voix: 50,01% des voix des africains et 50,01% des voix des membres régionaux et non régionaux.

En ce qui concerne la chance des huit candidats, bien que la candidature du Nigérian Akinwumi Adesina ait suscité un intérêt particulier en raison du poids économique de son pays d'origine, celle de l'étalon tchadien, Bédoumra Kordjé est immense et peut se résumer en plusieurs actes.

ACTE 1: UNE EXPÉRIENCE DE 29 ANS À LA BAD ET À DIVERS NIVEAU DE RESPONSABILITÉ

De Chargé d'étude au Vice Président de la BAD, M. Bédoumra Kordjé totalise 29 ans d'expérience au sein de cette prestigieuse institution et a gravi tous les échelons. Cette longue et dense carrière à la BAD lui a permis de diriger la conception et la mise en œuvre de solides programmes et projets de développement économique et social en Afrique, ainsi que la réforme institutionnelle de la BAD. «... j'ai laissé mes empreintes à la BAD donc je me sens associé dans l'évolution de cette

Banque...» ajoute-t-il dans une interview accordée à nos confrères de Vox Africa.

ACTE 2: UNE EXPÉRIENCE GOUVERNEMENTALE AUX RÉSULTATS TANGIBLES.

Rappelé au pays en 2012, il a été nommé Ministre du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, Secrétaire Général de la Présidence de la République puis Ministre des Finances et du Budget, poste qu'il occupe jusqu'à nos jours. Durant l'année 2014, il a été Président du Conseil d'Administration de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et Président du Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC). Il a été ensuite élu en octobre 2014 Président du Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale pendant les Assemblées Annuelles de ces deux Institutions. Bédoumra Kordjé a activement participé à la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes majeures. A titre illustratif, l'élaboration du Programme National de Développement 2013-2015, l'instauration et l'amélioration d'un climat de confiance mutuelle dynamique entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers, l'adoption de la nouvelle loi des finances instituant le budget programme, l'informatisation et meilleur contrôle de tous les circuits des dépenses de l'Etat, l'assainissement du fichier des fonctionnaires avec près de 5.000 fonctionnaires fictifs détectés (une économie de 17 milliards de FCFA par an soit 5% de la masse salariale), l'accroissement des recettes hors pétrole, la régularisation des lois de règlement non élaborées depuis 2003, l'accord avec le FMI sur un programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit, la publication régulière des informations financières, etc. L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, annoncée par les observateurs avertis de l'économie tchadienne courant de l'année, sonne le glas de plusieurs tentatives sans succès menées par ses prédécesseurs.

ACTE 3: UN PROGRAMME RÉPONDANT AUX PROBLÉMATIQUES AC-

TUELLES ET FUTURES DE L'AFRIQUE.

Le projet que porte le candidat tchadien est axé sur trois principales problématiques: l'intégration africaine, l'emploi des jeunes et celui des femmes. A propos de l'emploi, Bédoumra Kordjé se prononce en ces termes «Père de famille et issu d'une famille de paysans croyants, j'ai vécu les problèmes d'emploi des jeunes, d'absence d'opportunités pour les femmes, les difficultés spécifiques des communautés rurales, des travailleurs pauvres et des urbains défavorisés. Ces défis ont fondé très tôt mon engagement pour le développement du continent africain et ma passion pour servir l'Afrique.»

ACTE 4: UNE GÉOPOLITIQUE INGÉNIEUSE ET AFFIRMÉE DE SON PAYS D'ORIGINE

Depuis 2012, le Tchad est impliqué dans plusieurs fronts militaires hors de ses frontières. Ces interventions ont permis d'enregistrer des résultats tangibles tels que la souveraineté retrouvée du Mali ou le démantèlement de la nébuleuse secte Boko Haram. Des interventions aux lourdes conséquences humaines et financières, mais pour une bonne cause et appréciées unanimement par la communauté internationale et particulièrement les africains. Cette aura internationale retrouvée par le Tchad est un atout majeur pour le candidat tchadien dans une élection où se joue des alliances entre pays. Quelles retombées pour le Tchad? L'élection de Bédoumra Kordjé à la tête de cette institution pourrait être sans nul doute une opportunité pour la jeunesse tchadienne déjà sous représentée à la BAD. Quand il s'agit des retombées économiques pour le Tchad, elles risqueraient d'être minimales à court terme puisque le Président élu doit tout d'abord défendre la politique de son institution et non seulement celle de son pays d'origine. Toutefois, le Tchad bénéficierait de la visibilité aux retombées économiques énormes à long terme. Bonne chance à notre candidat Bédoumra Kordjé!

Jareth BEAIN

Equipe de rédaction

Directeur de Publication:

Jareth BEAIN

Rédacteur en Chef:

Aristide MABALI

Rédacteur en Chef Adjoint:

Guy Dabi GAB-LEYBA

Chargé de diffusion:

Rony DJEKOMBE

Ce numéro a vu la contribution financière du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Tchad, toutefois les avis émis sont ceux des auteurs.

Ont participé à la préparation de ce numéro:

Armand-Rodolphe Djaleu

Romain Nwafo

Abdel hakh HAMID et Christelle

REMADJI

Nous contacter

Cercle de Réflexion et d'Orientation sur la Soutenabilité de l'Economie Tchadienne (CROSET).

Siège: Quartier Gassi

B.P.: 2141 N'djamena (Tchad).

Email:

nos_contacts@croset-td.org

Site web: www.croset-td.org

Tél.: (+235) 66 31 99 68 / 62 30 36

66/ 63 27 00 01

Impression:

Tirage: 1000 exemplaires